



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1201/Add.1
22 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session

RENSEIGNEMENTS, TRANSMIS CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1159 (XLI)
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, CONCERNANT LA COOPERATION AVEC
LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX REGIONAUX QUI S'OCCUPENT
DE LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

Additif

La présente note contient un rapport établi par le secrétariat de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, publié le 25 février 1976 sous la cote OEA/Ser.L/V/II.37, doc.5, et transmis le 26 février 1976 à la demande du Secrétaire général.

TRAVAUX ACCOMPLIS EN 1975 PAR L'ORGANISATION DES ETATS
AMERICAINS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
A. ASSEMBLEE GENERALE.....	1
1. Rapport annuel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.....	1
2. Rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur "La situation des droits de l'homme au Chili".....	3
B. COMMISSION INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME.....	5
1. Trente-cinquième session.....	5
2. Trente-sixième session.....	6
C. COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES.....	7
D. INSTITUT INTERAMERICAIN DES AFFAIRES INDIGENES.....	9

A. ASSEMBLEE GENERALE

Cinquième session ordinaire (8-13 mai 1975)

1. Rapport annuel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme

Conformément à l'article 52 f) de la Charte de l'Organisation des Etats américains et à l'article 9 bis c) de son Statut, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a soumis son rapport annuel pour 1974 1/ à la cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA.

Le rapport est divisé en trois sections, précédées d'une introduction qui, après s'être référée aux dispositions de la Charte de l'Organisation, au Statut de la Commission et aux dispositions de la résolution XXII de la Deuxième Conférence interaméricaine extraordinaire régissant la présentation du rapport, résume la teneur du document.

La première section est une innovation qui répond à la résolution AG/RES.171 (IV-O-74) de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale; on y trouve un exposé de l'origine, de la structure, des bases juridiques et des objectifs de la Commission, un état récapitulatif de son budget et un sommaire de ses rapports avec d'autres organes du système et les organismes régionaux ou mondiaux de même nature.

Conformément au paragraphe 4 de la résolution XXII susmentionnée, la première partie de la deuxième section indique certaines normes constitutionnelles, législatives et administratives et certaines décisions judiciaires intervenues dans les pays américains en 1973 et 1974 qui, de l'avis de la Commission, traduisent un progrès dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme.

Dans la deuxième partie de cette même section, sont indiqués les domaines dans lesquels il est recommandé que des mesures soient prises pour renforcer le respect des droits de l'homme. Si l'on peut constater des progrès pour certains droits sociaux, économiques et culturels, grâce notamment à des projets de construction de logements à bon marché, à l'amélioration des services de la santé publique et à des techniques nouvelles d'éducation, la Commission a reconnu que les droits civils et politiques sont encore gravement compromis.

A cet égard, la Commission a souligné, comme dans son rapport annuel de l'an dernier, l'usage trop répandu de la violence comme moyen d'imposer des modifications politiques et sociales, ce qui entraîne des violations graves et répétées de droits fondamentaux tels que le droit à la vie, la liberté et la sécurité personnelles, la liberté d'opinion et de pensée, ainsi que les droits politiques, en particulier le droit de vote.

1/ OEA/Ser.P/AG/Doc.520/75.

La Commission a accordé une attention particulière à l'usage "apparemment exagéré" que l'Exécutif a fait de ses pouvoirs constitutionnels - en général, sous le contrôle du Congrès - pour emprisonner, déplacer ou expulser des personnes pour des motifs de sécurité politique. Des hommes et des femmes ont été ainsi privés de leur liberté pendant de longs mois sans que la moindre accusation ait été formulée contre eux, sans être passés en jugement et, parfois, sans avoir bénéficié d'une assistance juridique.

La Commission a exprimé sa grave préoccupation devant le transfert des détenus d'un lieu d'emprisonnement à un autre, souvent fort éloigné, sans que la famille ou l'avocat de l'intéressé ait été prévenu.

En conséquence, la Commission a jugé opportun de recommander :

1. Que tous les Etats établissent des règles précises - conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur - pour empêcher que les privations de liberté ordonnées dans l'exercice des pouvoirs que les constitutions accordent habituellement pour des cas d'exception ne soient prolongées au-delà du temps qui est absolument nécessaire en vue du maintien de l'ordre institutionnel légalement établi.
2. Que les règles nécessaires soient établies dans tous les Etats - conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur - afin de déterminer la portée de l'acte d'habeas corpus ou du recours "amparo" à l'égard de personnes détenues en application de pouvoirs spéciaux, de pouvoirs d'exception ou en cas d'état de siège, et qu'elles prescrivent que le dépôt d'un de ces recours devant un juge civil, fait obligation dans tous les cas, aux autorités qui ont procédé à l'arrestation d'amener la personne arrêtée devant le juge, de remettre à celui-ci une copie conforme du mandat d'arrêt, de lui faire connaître exactement le lieu de la détention, de produire les documents prouvant la régularité de l'arrestation et de l'informer sans délai de tout transfert éventuel en un autre lieu.
3. Qu'il soit créé, dans tous les pays qui ne possèdent pas une organisation de ce genre, un office qui centralise les renseignements sur les personnes privées de leur liberté pour quelque motif que ce soit. A cette fin, les fonctionnaires responsables des établissements où ces personnes se trouvent, seront strictement tenus d'envoyer dans le délai spécifié, qui devra être court, un rapport détaillé sur les lesdites personnes, indiquant le nom que l'intéressé a déclaré être le sien et celui qui figure sur ses papiers d'identité, si les deux ne coïncident pas; la date de naissance; l'adresse complète de leur dernière résidence ou celle de leur famille; l'Office central devra traiter toutes ces données et aussi celles que les directeurs de ces établissements lui feront parvenir par télégramme ou tout autre mode de communication rapide dans les 24 heures après toute arrivée ou libération d'un détenu, afin de pouvoir en informer toute personne qui se déclare parente du présumé détenu ou tout avocat qui demande ces renseignements.

Conformément à la résolution XXII susmentionnée, à l'article 150 de la Charte de l'Organisation des Etats américains et à l'article 57 de son règlement, la troisième partie de la deuxième section du rapport annuel contient les observations pertinentes adressées à l'Assemblée générale, concernant les cas de violations prouvées des droits de l'homme et les recommandations adressées aux gouvernements en cause. Le rapport annuel de 1974 inclut la résolution sur l'affaire n° 1757 (Bolivie).

Une troisième section donne de plus amples détails sur les activités de la Commission en 1974 et comporte un tableau récapitulatif des affaires présentement examinées, une revue du Programme général de travail de la Commission ainsi que d'autres informations pertinentes. Cette dernière section devrait permettre à l'Assemblée générale d'avoir une idée plus précise de l'ensemble des activités de la Commission.

L'Assemblée générale, à sa sixième session plénière, le 19 mai 1975, a adopté la résolution ci-après 2/ :

L'ASSEMBLEE GENERALE,

VU : le rapport annuel présenté par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (à l'Assemblée générale) à sa cinquième session ordinaire (AG/Doc.520/75),

DECIDE :

De prendre bonne note du rapport annuel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de remercier celle-ci pour la tâche importante qu'elle accomplit.

2. Rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur "La situation des droits de l'homme au Chili"

Le 4 décembre 1974, le Conseil permanent de l'OEA a examiné le rapport de la Commission concernant l'enquête effectuée sur place du 22 juillet au 2 août 1974 au Chili 3/, et a décidé notamment "de transmettre en temps utile à l'Assemblée générale à sa cinquième session ordinaire, sur la demande de la délégation du Chili formulée à cette même séance, le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur la "Situation des droits de l'homme au Chili", avec les observations du Gouvernement chilien et tout rapport supplémentaire de la Commission sur ces observations" 4/.

Compte tenu du rapport de la Commission, l'Assemblée générale de l'Organisation, à sa sixième session plénière, le 19 mai 1975, a adopté la résolution suivante 5/ :

2/ AG/RES.192 (V-O/75). Voir OEA/Ser.P/V-O.2, Vol. I, p.30.

3/ OEA/Ser.L/V/II.34, Doc. 21, corr.1

4/ OEA/Ser.G/CP/INF.607/74.

5/ AG/RES.190 (V-O/75). Voir OEA/Ser.P/V-O-2, Vol. I, p. 27.

RAPPORT DE LA COMMISSION INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME
SUR "LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU CHILI"

L'ASSEMBLEE GENERALE

CONSIDERANT

Qu'elle a reçu le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur "La Situation des droits de l'homme au Chili", rapport fondé sur les données fournies à la Commission par différentes sources, notamment par le Gouvernement chilien, et sur l'enquête in situ qu'elle a menée lors de son séjour dans ce pays du 22 juillet au 2 août 1974;

Que ce rapport, ainsi que les observations du Gouvernement chilien, ont été transmis aux Nations Unies et ont été examinés à la 31ème session de la Commission des droits de l'homme;

Qu'à la suite de cet examen, auquel ont participé sept membres de l'OEA, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a décidé à l'unanimité d'envoyer au Chili un groupe de travail chargé d'étudier la situation actuelle des droits de l'homme dans ce pays; et

Qu'en conséquence, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et l'Assemblée générale à sa prochaine session auront ainsi l'avantage additionnel de disposer d'un rapport fondé sur des enquêtes supplémentaires qui appuiera leurs travaux au cours de l'année prochaine,

DECIDE :

1. De prendre note du rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur la "Situation des droits de l'homme au Chili", ainsi que des observations formulées par le Gouvernement chilien sur ce rapport, et d'en remercier la Commission.

2. De prendre note, et de remercier le gouvernement chilien d'avoir donné son agrément à la visite du Groupe de Travail de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

3. D'en appeler respectueusement à tous les gouvernements, celui du Chili inclus, pour qu'ils continuent à prêter la plus grande attention aux suggestions et recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme relatives aux droits de l'homme.

4. De demander à la Commission interaméricaine des droits de l'homme d'obtenir et d'examiner des renseignements supplémentaires, par tous les moyens possibles, et de présenter un rapport sur la situation des droits de l'homme au Chili à la prochaine session de l'Assemblée générale, tout en s'assurant que le Gouvernement chilien dispose d'un délai raisonnable pour présenter ses propres observations sur ce rapport.

B. COMMISSION INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME

La Commission a tenu deux sessions ordinaires au cours de l'année 1975.

1. Trente-cinquième session^{6/}

La Commission a tenu sa trente-cinquième session du 20 au 30 mai 1975 à Washington (D.C.), avec la participation de tous ses membres, à savoir : MM. Andrés Aguilar (Président), Carlos A. Dunshee de Abranches (Vice-Président), Manuel Bianchi, Gabino Fraga, Justino Jiménez de Aréchaga, Robert F. Woodward et Genaro R. Carrió.

La Commission a entrepris l'examen des plaintes reçues depuis la clôture de sa trente-quatrième session et, dans les cas qui semblaient devoir être retenus, elle a décidé de demander soit des renseignements supplémentaires aux plaignants, soit des informations pertinentes aux gouvernements en cause, selon les circonstances de chaque cas.

De même, la Commission a continué l'examen des affaires en suspens depuis les sessions précédentes, qui se réfèrent à des plaintes en violation des droits de l'homme en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, en Equateur, aux Etats-Unis, au Guatemala, à Haïti, au Honduras, au Nicaragua, au Paraguay, en République Dominicaine et en Uruguay. La Commission a nommé un rapporteur dont le rapport et les recommandations ont servi de base à l'examen de ces affaires et aux décisions prises qui ont été communiquées aux gouvernements en cause ainsi qu'aux plaignants.

La Commission a adopté des résolutions dans quatre affaires concernant Cuba et a également examiné un projet de rapport sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, qui avait été établi par le secrétariat à la demande de la Commission. La Commission a exprimé sa préoccupation devant la situation et a regretté que le Gouvernement cubain persiste à ne pas répondre aux demandes d'information de la Commission, empêchant ainsi la Commission d'agir dans les cas relatifs à Cuba comme elle le fait à l'égard des autres pays. Elle a décidé de poursuivre l'étude du projet de rapport à sa trente-sixième session en vue de soumettre le rapport à l'Organisation des Etats américains.

La Commission a aussi examiné à cette session la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation concernant "le rapport sur la situation des droits de l'homme au Chili". La résolution demandait à la Commission "d'obtenir et d'examiner des renseignements supplémentaires, par tous les moyens possibles et de présenter un rapport sur la situation des droits de l'homme au Chili à la prochaine session de l'Assemblée générale, tout en s'assurant que le Gouvernement chilien dispose d'un délai raisonnable pour présenter ses propres observations sur ce rapport". A cette fin, la Commission est convenue de convoquer la sous-commission permanente en août 1975 pour que celle-ci décide de la marche à suivre en cette affaire, en se basant sur les avis exprimés par les membres.

En raison du grand nombre d'affaires examinées à cette session, il n'a pas été possible de considérer les questions relatives au programme général de travail de

^{6/} Pour plus amples détails, voir le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur les travaux de sa trente-cinquième session (OEA/Ser.L/V/II.35, doc. 45 Rev.1).

la Commission, dont le but est de promouvoir, de la manière la plus large possible, la connaissance et le respect des droits de l'homme dans les Etats américains.

2. Trente-sixième session^{7/}

Cette session s'est tenue du 6 au 24 octobre 1975, à Washington, D.C. avec la participation de tous les membres.

Au cours de cette session, la Commission a examiné plus de cent affaires qui lui ont été soumises, portant sur des plaintes en violation des droits de l'homme dans 18 Etats Membres de l'Organisation.

Pour ces cas, la Commission a nommé ~~parmi~~ ses membres des rapporteurs dont les recommandations ont été soumises à la Commission. Les décisions prises dans chaque cas ont été transmises aux gouvernements en cause et aux plaignants.

A cette même session, la Commission a examiné le rapport de sa Sous-Commission spéciale qui s'était réunie en août 1975 pour étudier le meilleur moyen de mettre en oeuvre la résolution adoptée à la cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA en mai 1975, demandant à la Commission "de présenter un rapport sur la situation des droits de l'homme au Chili à la prochaine session de l'Assemblée générale". Après un débat approfondi, un avant-projet du nouveau rapport a recueilli l'assentiment général et il a été décidé de convoquer une session spéciale pendant la première semaine de février 1976, époque à laquelle la version finale du rapport demandé par l'Assemblée générale aura été rédigée. En outre, un groupe de travail a été institué pour décider quels renseignements pouvant servir à l'élaboration du rapport devraient être demandés au Gouvernement chilien ou à d'autres sources.

De même, la Commission a approuvé un rapport contenant des données récentes sur la situation générale des droits de l'homme à Cuba, qui a été rédigé par le secrétariat et sera transmis en temps opportun aux organes compétents de l'Organisation.

La Commission a aussi examiné le rapport annuel qu'elle doit soumettre à l'Assemblée générale en avril 1976, et en particulier les questions qui seront incluses dans la deuxième partie de ce rapport où figure "une indication des domaines dans lesquels l'action devra être poursuivie pour que prennent effet les droits de l'homme énoncés dans la Déclaration américaine".

Le rapport annuel de 1975 contiendra aussi des résolutions par lesquelles la Commission a adressé des recommandations aux gouvernements bolivien (affaire 1798), chilien (affaires 1790, 1858 et 1874), cubain (affaires 1742, 1805, 1834 et 1847), guatémaltèque (affaires 1702, 1748 et 1755) et haïtien (affaire 1905).

La Commission a examiné son budget-programme et a décidé de demander à l'Organisation de rétablir les fonds qui ont été supprimés il y a deux ans ce qui a entraîné l'ajournement d'une série de séminaires et d'autres activités, en particulier dans le domaine de la promotion des droits de l'homme.

^{7/} Pour plus amples détails, voir le rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-sixième session.

En ce qui concerne la Convention américaine des droits de l'homme, après la clôture de la 36e session, le Président de la Commission, M. Aguilar, a visité la Jamaïque, les Barbades et Trinité-et-Tobago, où il a pu s'entretenir avec des personnalités de ces pays au sujet de l'adhésion de ces Etats membres de l'OEA au Pacte de San José (Costa Rica) et de la formation de comités nationaux des droits de l'homme. Dans cet ordre d'idées une visite à la Grenade est envisagée.

Comme contribution à la célébration de l'Année internationale de la femme, la Commission a adopté une résolution par laquelle elle recommande aux gouvernements des Etats membres de l'OEA d'adopter les mesures qui permettront de progresser vers l'élimination de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe.

Le grand nombre de plaintes en violation des droits de l'homme a laissé peu de temps à la Commission pour examiner son Programme général de travail. Cependant, une étude a été présentée sur le recours d'"habeas corpus" et on a examiné l'opportunité de réunir un séminaire sur les "Normes minimales de traitement des personnes privées de leur liberté physique".

Dans le cadre du Programme général de travail, le Président a demandé aux gouvernements des Etats membres de présenter des candidats à la bourse Rómulo Gallegos, programme patronné par la Commission pour les étudiants diplômés d'université désireux de poursuivre leurs études dans le domaine des droits de l'homme.

C. COMMISSION INTERAMERICAINE DES FEMMES

Au cours de l'année 1975, la Commission interaméricaine des femmes a poursuivi de nombreuses activités en vue d'atteindre ses objectifs qui sont définis dans ses statuts organiques comme suit : "oeuvrer pour le développement des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes d'Amérique ...".

La Commission est actuellement présidée par Mme Isabel Arrúa Vallejo, Ambassadeur et déléguée principale du Paraguay. La Vice-Présidente est Mme Rita Z. Johnston, déléguée principale des Etats-Unis à la Commission et les membres du comité exécutif sont l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, le Honduras, Trinité-et-Tobago et le Venezuela. Le Secrétaire exécutif actuel de la Commission est Mme Isabel Chaly Caserta.

Le Comité exécutif, qui doit veiller à la mise en oeuvre des mandats et politiques des assemblées de la Commission, qui ont souvent un rapport direct avec les droits de l'homme, a tenu trois sessions extraordinaires et deux sessions ordinaires au cours de l'année civile 1975.

Les deux réunions régionales d'experts mentionnées ci-après ont figuré parmi les activités orientées vers l'identification des domaines devant servir de cibles au lancement des programmes de la Commission interaméricaine des femmes et vers l'idée sous-jacente de la nécessité de préparer les femmes à l'exercice et à la mise en oeuvre de leurs droits en même temps qu'elles se préparent à assumer leurs devoirs correspondants dans le contexte général de la participation au développement intégral de leurs pays respectifs :

- Séminaire sur le rapport entre les besoins et la condition sanitaire des femmes qui travaillent en Amérique latine (La Paz -Bolivie) 16-19 septembre 1975.
- Séminaire régional sur les offices féminins - Washington D.C., 10-14 novembre 1975.

Ces activités témoignent d'une orientation nouvelle de la Commission; elles visent à identifier les mécanismes gouvernementaux les plus efficaces dans les domaines étudiés et à mettre au point des méthodes pour a) une approche juste des problèmes des femmes et b) une efficacité accrue dans ces domaines.

Pour marquer l'importance qu'elle attache à l'Année internationale de la femme, l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains a adopté, à l'instauration de la Commission, la résolution AG/RES.161 (IV-O/74) intitulée "Année internationale de la femme", faisant sienne ainsi la Proclamation de l'Assemblée générale des Nations Unies à ce sujet. L'adoption de cette résolution a engagé le système interaméricain dans un programme d'action positive orientée vers la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme qui se résument comme suit : Egalité, Développement et Paix.

La Communauté internationale a reconnu que les femmes ne jouissent pas de chances égales et qu'une discrimination de fait les empêche de participer au développement de leurs communautés ce dont souffrent leurs pays du fait du gaspillage de la part des femmes dans le potentiel humain.

En même temps, la Charte de l'OEA proclame l'égalité des droits, qui est étroitement liée à l'égalité des chances et qui doit être encouragée dans tous les efforts de promotion de l'individu sans discrimination fondée sur le sexe, la religion ou la race. Sur la recommandation de la Commission, l'Assemblée générale et aussi le Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture, le Conseil économique et social interaméricain et le Conseil permanent ainsi que diverses institutions spécialisées du système ont adopté des résolutions de soutien à l'Année internationale de la femme.

Pour la célébration de l'Année internationale de la femme, la Commission a adopté un ensemble de programmes s'appliquant à trois niveaux - international, régional et national - et qui doivent notamment renforcer les activités de la Commission qui sont toutes directement orientées vers les objectifs qu'elle vise.

La Commission a concentré ses efforts sur la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme à la fois par l'application de son propre programme d'activités et par la promotion et la coordination des activités connexes des organes et des institutions du système, pour obtenir une réponse massive du système interaméricain à l'appel de l'Année internationale de la femme, étayée par un ensemble bien conçu et cohérent d'actions coordonnées pour l'amélioration de la condition féminine.

Au nombre des efforts déployés par la Commission interaméricaine des femmes pour l'Année internationale de la femme, il convient d'accorder une importance particulière à la réunion du comité spécial chargé des études et des recommandations pour la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (CIF) qui s'est tenue du 26 au 28 mai à Caracas (Venezuela) pour étudier et approuver les recommandations et les prises de position de la Commission interaméricaine des femmes à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme qui s'est tenue du 19 juin au 2 juillet 1975 à Mexico.

Les publications suivantes de la Commission contribuent à diffuser des informations sur ses activités : Boletín de información (publication mensuelle en espagnol et en anglais), Enlace (publication annuelle en espagnol et en anglais), Noticiero (publication annuelle en espagnol et en anglais). Outre ces publications régulières, la Commission publie des études et des documents de recherche sur les divers aspects de la condition féminine.

D. INSTITUT INTERAMERICAIN DES AFFAIRES INDIGENES

L'Institut interaméricain des affaires indigènes, organe spécialisé de l'OEA dont le siège est à Mexico, a été créé conformément à la Convention internationale et se compose de 17 pays membres. L'Institut a pour attributions principales de coordonner les politiques concernant les groupes indigènes des pays membres et de favoriser la recherche et la formation professionnelle des personnes qui s'intéressent à ce domaine. Le Directeur de l'Institut est M. Gonzalo Rubio Orbe.

Parmi les cours de formation professionnelle récemment organisés, on peut mentionner les suivants :

Un Cours-Séminaire sur l'anthropologie, les affaires indigènes et l'éducation, organisé à Conchalio (El Salvador) du 25 au 31 août 1974, qui a permis aux participants de découvrir la richesse culturelle des Indiens de El Salvador, d'approfondir leurs connaissances de ces valeurs culturelles et de mieux comprendre les problèmes indiens. Ce cours a été suivi par 56 spécialistes, pour la plupart des éducateurs exerçant dans des écoles des zones indigènes et rurales.

Le deuxième Cours interaméricain sur la théorie et la pratique des affaires indigènes qui a eu lieu à Mexico du 14 octobre au 12 décembre 1974 avait pour objet de permettre un échange d'informations, d'examiner les programmes d'action pour les affaires indigènes et d'évaluer les résultats ainsi que les activités actuellement consacrées par le Mexique aux populations indigènes. Les hauts fonctionnaires de six pays membres de l'Institut ont participé à ce Cours.

Le Cours-Séminaire sur l'éducation et la sociologie rurale, qui a eu lieu à La Catalina (Costa Rica) du 18 au 28 février 1975 était destiné à des éducateurs de Talamanca. Ce Cours-Séminaire a adopté une résolution sur la promotion de la recherche de modèles culturels et linguistiques qui permettent aux enseignants d'adapter leurs programmes d'éducation aux communautés de Talamanca.

Le Quatrième Cours-Séminaire sur l'éducation, l'anthropologie, les affaires indigènes et le développement a eu lieu du 3 au 15 mai 1975 à Santa Barbara de Heredia (Costa Rica). Les participants étaient des professeurs d'université, des enseignants et des étudiants diplômés, tous spécialistes des problèmes sociaux et Indiens eux-mêmes. Parmi les sujets traités figuraient les études amérindiennes, l'éducation des enfants indigènes, l'anthropologie sociale et éducative, les méthodes de recherche en sociologie, le développement communautaire et régional.

Un Cours-Séminaire sur l'anthropologie, les affaires indiennes et le développement s'est tenu à l'île de Bananal (Brésil) du 4 au 29 août 1975. Ce cours était consacré particulièrement aux problèmes des populations amazoniennes et a abordé des sujets tels que : l'anthropologie sociale appliquée, le développement communautaire, les méthodes et techniques de recherche sociale, l'éducation des indigènes adultes et des jeunes.

Le 19 juin 1975, le Conseil de direction de l'Institut s'est réuni à Mexico et a été saisi du rapport du Directeur dans lequel il est question de sujets tels que l'analyse des grands principes directeurs des travaux de l'Institut, les activités menées à bien, en particulier dans les domaines des bourses, des séminaires et des publications de l'Institut. L'invitation du Gouvernement de l'Argentine ayant été acceptée, il a été décidé que le prochain Congrès indien se tiendrait dans ce pays.

L'Institut interaméricain des affaires indigènes publie le magazine *America Indigena*, dont certains numéros récents étaient consacrés aux affaires indigènes au Venezuela, au Costa Rica, en Equateur et au Pérou, ainsi qu'à la femme indienne. Il publie également l'*Anuario Indigenista* où l'on trouve d'importants documents officiels et des articles scientifiques.

En outre, la section des éditions spéciales de l'Institut a publié deux livres et trois volumes en hommage à M. Gonzalo Aguirre Beltrán.

L'Institut a patronné ses travaux de recherche sur "la chicha et ses répercussions sociales chez les Indiens Cuna" de Panama et a fourni une assistance technique à deux chercheurs candidats au doctorat d'anthropologie.

Pour mieux faire connaître les activités de l'Institut et les coordonner avec les politiques des gouvernements des Etats membres et celles des institutions spécialisées, le Directeur s'est rendu dans plusieurs pays. On s'est efforcé également de donner aux représentants diplomatiques des Etats membres des informations suivies sur les activités de l'Institut.